



Les Carnets du Parti Humaniste

Textes sur l'Humanisme et réflexions des membres et amis du PH

N°5

UNE PROPOSITION POLITIQUE POUR LA NOUVELLE CIVILISATION

Par Tomas Hirsch

Parti Humaniste - Chili

Membre de l'équipe de coordination internationale du Parti Humaniste.

Communication lors du 2^{ème} Symposium
du Centre Mondial d'Études Humanistes
à Punta de Vacas (Argentine) du 29 au 31 octobre 2010

Deuxième Symposium du Centre Mondial d'Études Humanistes
Punta de Vacas (Argentine), du 29 au 31 octobre 2010

Une proposition politique pour la Nouvelle Civilisation

Par Tomas Hirsch

Parti Humaniste - Chili

Membre de l'équipe de coordination internationale du Parti Humaniste.

Il y a 2 ans, dans ce même lieu, pendant le Premier Symposium du Centre Mondial d'Études Humanistes, nous avons parlé d'éthique et d'action politique. À cette occasion nous avons dit:

« De nos jours les relations entre morale et politique sont très complexes et même tortueuses. A tel point que les deux notions paraissent constituer des univers antagoniques et en apparence incompatibles entre elles. La politique est la seule activité qui semblerait être régie par une sorte de pragmatisme qui dépend presque complètement des convenances conjoncturelles ».

Aujourd'hui nous sommes invités, une nouvelle fois, à parler de politique, cette fois-ci comme fondement pour une nouvelle civilisation. Ce n'est pas facile, après ce que nous avons dit précédemment et surtout quand nous constatons que la crise devient chaque jour plus profonde.

Toutefois, souhaitant avancer vers une nouvelle civilisation et en ayant fait de la politique notre forme d'action d'humanisation, nous essayons de faire une ébauche de direction pour cette action politique face à cette nouvelle civilisation à laquelle nous rêvons tous.

Bien, commençons avec cette question : si la direction qu'a prise le système dans lequel nous évoluons, était destructive, comme l'expérience quotidienne paraît nous l'indiquer, que pouvons-nous faire pour la modifier ? Difficile de répondre à cette question. Encore davantage aujourd'hui, ce système n'est déjà plus local sinon global. Il ne s'agit plus d'un pays ou d'une région mais du monde entier.

Ce n'est pas la première fois que l'être humain se trouve dans un carrefour historique semblable, ceci est arrivé à beaucoup d'occasions dans le passé. Différentes civilisations ont été remplacées les unes par les autres. La différence aujourd'hui est qu'il n'y a pas une civilisation hors de la crise qui puisse donner les réponses nécessaires. Dans un monde globalisé il n'y a personne « en dehors » de cette crise. Alors, la réponse ne viendra pas de dehors, ni ne pourra venir non plus de certains leaders illuminés qui l'imposeraient aux populations depuis en haut. Dans une époque de mondialisation, la réponse, devra être

trouvée nécessairement par les peuples dans leur ensemble, comme véritables protagonistes de l'Histoire.

Jusqu'à présent, l'Être Humain n'a jamais pu se détacher du comportement agressif et les sociétés qu'il a créées continuent à être marquées par la violence. Est-il possible de déraciner la malédiction de la violence dans les sociétés humaines ? À la lumière de l'expérience historique, nous sommes tentés de dire que non, qu'il s'agit d'un espoir illusoire. Toutefois, il est clair qu'à différents moments de l'histoire ont existé des personnes et des causes qui ont atteint leurs objectifs sans parcourir le chemin du sang et de la destruction, elles nous servent de modèles ou de références vivantes pour orienter notre action.

Établissons depuis là clairement qu'une nouvelle civilisation devra nécessairement être une civilisation non violente.

Une nouvelle référence, politique ou sociale, conçue pour une nouvelle civilisation, devra être basée sur deux piliers fondamentaux : mettre l'être humain comme centre, au-dessus de toute autre valeur, et sa forme d'action doit être non violente. En outre, en ce qui concerne la méthode d'analyse de la réalité sociale, il est nécessaire d'incorporer la subjectivité humaine dans les facteurs significatifs qui propulsent tout processus de changements.

Nous affirmons que le principal indicateur pour mesurer le succès d'une nouvelle façon de faire la politique doit être le recul de la violence, jusqu'à sa disparition complète depuis la coexistence sociale.

Si nous nous demandons: comment peut-il être possible que des minorités imposent des conditions franchement désavantageuses à l'ensemble et cet ensemble n'essaie même pas de s'y opposer ? La réponse est très simple : il n'y a pas de démocratie réelle et les majorités ne décident rigoureusement rien d'important.

La démocratie est soutenue par l'équilibre de pouvoirs et dans le contrepoids qu'établit une société civile forte et organisée pour limiter l'État et le para-état, contrôlant ainsi son fonctionnement. Quand un pouvoir reste hors contrôle parce qu'il n'existe pas de contre-pouvoirs qui le régulent, l'équilibre se rompt et le système démocratique se dénature totalement, acquérant un caractère purement formel, les décisions qui appartenaient au peuple dans son ensemble, passent dans les mains d'une minorité au pouvoir déchaîné. C'est le cas du pouvoir économique.

Nous avons une difficulté supplémentaire : quel contrepoids pouvons-nous opposer au totalitarisme du capital financier pour limiter son action, quand nous ne parvenons même pas à nous rendre compte de son existence et de sa portée ?

L'État se trouve discrédité, affaibli et il se transforme en un instrument docile de cette nouvelle tyrannie. D'autre part le tissu social, qui était la base du pouvoir des populations, est totalement désagrégé.

Pour obtenir l'objectif urgent de contenir le capital financier, il est nécessaire d'ériger des contre-pouvoirs qui lui enlèvent la domination absolue qu'il exerce aujourd'hui, de façon à ce que les sociétés récupèrent leur souveraineté et leur indépendance. En principe il existe seulement deux voies pour créer ces contrepoids : d'une part, en récupérant l'autonomie de l'état à travers la lutte électorale et d'autre part, en reconstruisant le tissu social et l'organisation des citoyens par un travail intentionnel à la base, capable d'articuler un authentique mouvement social. L'état pourra ainsi encadrer le capital tandis que la communauté organisée encadrera l'état, en régulant le pouvoir de celui-ci.

Les transformations sociales et économiques qui sont requises doivent être orientées à empêcher toute forme de concentration de pouvoir. C'est le grand défi ; éliminer toute forme de concentration de pouvoir. Dans cette direction s'inscrit le remplacement de la démocratie représentative par une démocratie consultative, la régionalisation effective et l'entreprise devenant la propriété de ses travailleurs, toutes politiques nécessaires dans une nouvelle civilisation.

Une nouvelle civilisation devrait aspirer à construire une *nation humaine universelle*, qui consiste principalement en une confédération de nations, multiethniques, multiculturelles, multiconfessionnelles ; il s'agit de la convergence de la diversité humaine. Pour que ce nouveau monde se consolide, il est urgent et nécessaire de modifier radicalement le système de relations sociales et économiques qui nous régit aujourd'hui. Le moment de mettre l'économie au service de l'être humain et non l'humain au service d'un ordre économique aberrant est donc arrivé.

Il est très important de comprendre qu'*il ne s'agit pas d'une question de modèles mais de priorités*. La santé et l'éducation sont des nécessités humaines de base et comme tels, font partie des droits humains inaliénables qui doivent être assurés sans discrimination. La véritable révolution est au fond un sujet très peu visible mais profondément significatif de réorganisation de priorités, en mettant la santé et l'éducation au premier plan. Pour l'instant, l'État paraît être le seul organisme qui peut ainsi l'assurer. La société doit donc fournir les ressources nécessaires pour que l'état accomplisse sa fonction sans retard et avec l'excellence maximale.

Dans le secteur économique, une nouvelle civilisation devra avoir la forme d'une *économie mixte* dans laquelle l'État opère, nous pourrions dire, *en consensus* avec le marché, en établissant un nouveau contrat social avec les acteurs privés, ces derniers compris non pas comme secteurs antagoniques ou concurrents mais complémentaires et en synergie.

Nous ne sommes pas en train d'encourager, en aucune façon, un retour à l'étatisme mais nous proposons *la construction d'un grand accord public - privé pour agir en convergence*. L'état peut planifier et coordonner beaucoup de choses et cela ne signifie pas nécessairement centraliser l'économie. Il s'agit de stimuler, de financer, de récompenser ce qui convient et pénaliser ce qui ne convient pas à l'ensemble, en éliminant toute forme de monopole.

Maintenant, nous devons réfléchir sur la question du pouvoir.

Chaque fois que l'on parle de démocratie, on l'associe obligatoirement à la représentativité, comme s'il existait là une frontière infranchissable pour l'imagination, qui ne traverse pas au-delà de ces limites. D'autre part, la classe politique, ayant peur d'être déplacée, se charge de renforcer cette hésitation en martelant sans relâche l'impossibilité de gouverner sans partis ni représentants. Quelles innovations serons-nous capables de proposer pour dépasser cette dure épreuve que vit aujourd'hui la démocratie ?

Quand les partis politiques étaient réellement liés aux peuples, rassemblant et exprimant les différentes sensibilités collectives qui étaient en jeu, alors ils avaient de la légitimité et de la reconnaissance sociale. Mais quand ils ne se sont intéressés qu'au pouvoir, ils ont perdu leur autorité comme interprètes et porte-parole de la réalité sociale, qui était leur unique capital politique. C'est ainsi que ces référents se sont transformés en machines électorales, productrices de fonctionnaires publics et ont abandonné le lien direct avec les peuples et leurs problèmes, pour opter pour une relation intermédiaire.

En réalité, la démocratie récupérera son âme quand le peuple en sera à nouveau le protagoniste. Cette énergie collective va se manifester dans toute sa plénitude seulement quand sa participation sera synonyme de décisions, situation qui deviendra effective si on met en marche certaines transformations de fond du système démocratique, visant à transférer à la majorité organisée différents niveaux de décision, chaque fois plus importants.

La formule d'un État fort et d'un peuple faible a abouti aux totalitarismes étatiques qui écrasaient la liberté à travers la violence institutionnelle. Un État faible et un peuple faible ont produit un vide de pouvoir qui a permis l'irruption d'un état parallèle illégitime, dans les mains du pouvoir financier international, qui maintient les sociétés « kidnappées », au moyen de l'imposition de conditions de violence économique généralisée. Un État et un peuple forts pourraient établir entre eux un équilibre dynamique de pouvoirs. Mais, dans la mesure où les communautés coordonnées de façon adéquate augmenteraient leur pouvoir réel, la domination étatique diminuerait proportionnellement et l'organisation collective s'approcherait chaque fois plus de l'idéal d'une démocratie directe. Quand les peuples seront capables de prendre *toutes* les décisions en ce qui les concerne directement, alors la liberté cessera d'être un simple mot pour se transformer en réalité sociale, longuement espérée et durement conquise.

Si dans le passé on a prétendu, à tort, faire la révolution en se passant de la conscience humaine, aujourd'hui la révolution est, avant toute chose, un acte de conscience. Les communautés se verront mises au défi de créer de nouvelles formes d'organisation dans la base sociale. Il sera nécessaire de trouver un nouveau type d'organisation, beaucoup plus flexible et capable de répondre dynamiquement aux efforts qu'exigera la situation d'instabilité sociale généralisée. Nous sommes sûrs que ces nouvelles organiques seront très loin de la morphologie pyramidale et hiérarchique si proche de cette préhistoire que nous voulons abandonner et dépasser. Alors, les relations verticales de *subordination* seront remplacées par un réseau de liens de *coordination* entre des fonctions diverses, sans un centre manifeste dont plus d'un pourrait vouloir s'emparer pour régir tout l'ensemble.

Nous proposons d'avancer vers des modes d'autogestion populaire qui empêchent, depuis leur genèse, toute forme de domination. Le changement véritable n'est pas le remplacement d'un puissant par un autre, d'un dominateur par un autre, mais l'absence totale des puissants et le dépassement définitif d'un ordre social qui implique des dominateurs et des dominés.

Les humanistes ont toujours pris particulièrement soin de considérer le pouvoir politique *comme un moyen de plus* - en aucun cas le seul, ni même le plus important - pour poursuivre une révolution que, entre autres, aspire à désarticuler pour toujours la relation perverse entre pouvoir et violence à travers des formes d'action et de lutte non-violentes.

Une révolution sociale humaniste se caractérise, principalement, *par une réorientation de tout le système*, de la production à la distribution. Dans une société authentiquement humaine, un acharnement sera mis à améliorer radicalement les conditions de vie des peuples au-dessus de tout autre intérêt. Une révolution **politique signifie principalement la déconcentration du pouvoir.**

En accord avec notre conception, ces véritables réseaux intentionnels que sont les ensembles humains ne requièrent aucune conduite ni stimulation externes à leur propre initiative, mais *une coordination adéquate*. Il est important que l'on comprenne bien la différence : si nous considérons les êtres humains comme des « consciences actives », qui non seulement reflètent le monde mais sont toujours en situation de le transformer, alors il sera complètement illégitime d'interférer dans ce processus depuis l'extérieur parce que ce qui est en jeu est la liberté humaine même.

Nous proposons alors d'avancer vers un État coordinateur, facilitateur. Ce rôle actif mais non coercitif de l'État, n'a rien à voir avec cette sorte d'absence ou de paralysie étatique que préconise le néo-libéralisme, surtout parce qu'aucun vide de pouvoir ne pourrait se produire si celui-ci est complètement établi dans la communauté organisée.

Dorénavant, le thème doit être la réorganisation de la base sociale, de sorte que la puissance ici incarnée puisse se manifester avec tout son potentiel. Nous soupçonnons, avec espoir et enthousiasme, que ce seront les nouvelles générations qui apparaissent déjà dans l'horizon, qui mèneront en avant ce défi, qui n'est autre que celui du dépassement de la souffrance qui affecte aujourd'hui de millions des personnes, pour avancer vers cette tellement désirée Nation Humaine Universelle.